

# La faillite de l'Argentine est aussi l'échec de Christine Lagarde

---

 [mediapart.fr/journal/international/030919/la-faillite-de-l-argentine-est-aussi-l-echec-de-christine-lagarde](https://mediapart.fr/journal/international/030919/la-faillite-de-l-argentine-est-aussi-l-echec-de-christine-lagarde)

Romarc Godin, *Mediapart*, 3 septembre 2019

Dix-huit ans après sa dernière faillite, l'Argentine se dirige à nouveau vers une cessation de paiement. La crise financière et économique qui frappe l'Argentine depuis le printemps 2018 s'est en effet amplifiée en cette rentrée. Après la défaite du président Mauricio Macri aux « primaires obligatoires » du 11 août dernier, en vue des élections présidentielles d'octobre, le peso s'est à nouveau effondré et les taux demandés à l'Argentine ont bondi.

Il fallait, ce 2 septembre, jusqu'à 59 pesos pour obtenir un billet vert, soit un niveau proche du record du 14 août dernier, où il fallait 60,24 pesos pour un dollar. Le 10 août, le dollar valait encore moins de 45 pesos. Parallèlement, le taux de l'obligation à trois ans du gouvernement argentin est passé de 41 % voici un mois à 48,8 % aujourd'hui.

En conséquence, le gouvernement fédéral de Buenos Aires a pris des mesures drastiques. Il a unilatéralement repoussé, vendredi 29 août, tous les remboursements de la dette à court terme en dollars comme en pesos. Une décision que l'agence S&P a déclaré être une « *faillite* » avant, de manière assez étonnante, de revenir sur cette formulation.

De plus, lundi 2 septembre, un contrôle des capitaux très strict a été mis en place... Désormais, les entreprises exportatrices doivent rapatrier immédiatement leurs dollars et toutes celles qui veulent changer des pesos en dollars doivent demander une autorisation à l'État. De même, les particuliers voient leurs possibilités d'acheter des dollars très limitées.



Christine Lagarde et Mauricio Macri, en 2018 à Buenos Aires. © Reuters

Ces mesures représentent un échec pour les programmes lancés par le FMI en juin 2018. Christine Lagarde, alors directrice générale du Fonds de Washington, avait en effet estimé en juillet de cette même année que le contrôle des capitaux était une mesure « *de dernier ressort* » bien inutile, prétendait-elle alors, dans le cas argentin.

Mais c'est aussi une défaite pour la politique promue lors de la campagne de 2015 par Mauricio Macri. Ce dernier avait joué sur « l'ouverture » de l'économie et cette ouverture devait commencer par la levée du contrôle des capitaux et l'accès complet des Argentins aux marchés internationaux.

Que s'est-il alors passé ? Un récit de la crise prend forme dans la presse internationale, de *Al-Jazeera* au *Financial Times*, s'inspirant largement des milieux financiers anglo-saxons, qui sont les créanciers de l'Argentine.

Que dit ce récit ? La crise est de la responsabilité du gouvernement précédent, celui de la présidente Cristina Fernández de Kirchner. Elle aurait laissé l'économie dans un état déplorable et c'est le manque de vigueur des réformes engagées par Mauricio Macri – auquel s'ajoute « *le manque de chance* », comme le dit Reuters, d'une sécheresse historique – qui aurait plongé le pays dans la tourmente. Dès lors, la seule réponse à cette crise serait d'intensifier les réformes, et le pire scénario serait alors le retour au pouvoir du parti péroniste (du nom du mouvement fondé dans les années 1940 autour de la figure de Juan Perón) kirchnérien.

Il est étonnant que ce récit continue à trouver grâce auprès de certaines rédactions dans la mesure où, désormais, Mauricio Macri engage des mesures de restructuration de la dette et de contrôle des capitaux. En quoi protégerait-il mieux les intérêts des classes dominantes que son adversaire péroniste Alfredo Fernández, qui concourt en ticket avec l'ancienne présidente Cristina Kirchner comme candidate à la vice-présidence ? À moins évidemment que les créanciers n'espèrent que Mauricio Macri ne fait que gagner du temps pour calmer la crise et se donner une chance de remporter l'élection d'octobre, avant de reprendre une politique favorable à leurs intérêts.

Mais l'avantage du scénario décrit plus haut, c'est évidemment qu'il sauvegarde l'orthodoxie financière et économique de toute critique : la crise ne serait pas due à la libéralisation orchestrée au début de son mandat par Mauricio Macri, mais bien plutôt au « dirigisme » des péronistes. Qu'en est-il exactement ?

### ***La gestion péroniste et son héritage***

Les péronistes kirchnériens ont gouverné l'Argentine pendant douze ans, de 2003 à 2015, et évidemment, il serait naïf de penser que ces gouvernements n'ont aucune responsabilité dans les difficultés actuelles. Néanmoins, il convient de rappeler qu'ils ont pris le pouvoir dans le sillage de la terrible crise qui s'est accompagnée de la faillite de l'État argentin en 2001.

Cette crise faisait suite à l'application de politiques néolibérales violentes depuis l'élection d'un autre péroniste (mais ce mouvement a de multiples facettes), Carlos Menem, en 1989. La politique de libéralisation, de privatisation et d'instrumentalisation de l'État au service du secteur privé a conduit, dans la foulée des crises de la dette asiatique (1997) et de la bulle internet (2001), l'Argentine à une crise profonde.

Le kirchnérisme a mené une politique de redressement qui, jusqu'en 2012, a eu des résultats spectaculaires : la croissance a été de 42 % sous leur direction, soit trois fois celle du Mexique, la pauvreté a reculé de 71 %, les inégalités et le chômage ont reculé.

Le kirchnérisme présentait néanmoins deux problèmes majeurs, d'ailleurs largement liés. D'abord, une corruption endémique ; ensuite, une dépendance trop forte au modèle agro-exportateur, et en particulier au marché du soja.

Globalement, les politiques menées entre 2003 et 2012 se sont appuyées sur la progression continue du prix des matières premières exportées. Mais afin de ne pas heurter les intérêts locaux, le gouvernement n'a guère pris de mesures d'investissement productif ni mis en place d'infrastructures capables de diversifier la base productive du pays.

Dès lors, mécaniquement, lorsque les prix du soja se sont retournés en 2012, la croissance du pays a fortement ralenti. Il est donc juste de pointer la responsabilité du gouvernement précédent dans la crise.

C'est, du reste, un défaut commun à plusieurs régimes latino-américains de cette période : on constate par exemple que le Brésil et le Venezuela entrent en crise par manque de diversification de leurs économies à cette même époque, en raison de la baisse des prix des matières premières.



L'ancienne présidente Cristina Fernández de Kirchner à Buenos Aires en août 2019. © Reuters

Néanmoins, l'Argentine a alors limité la casse. Pour faire face, le gouvernement de Cristina Kirchner a creusé le déficit public, qui a atteint 5,1 % du PIB en 2015. Compte tenu de la faiblesse de l'outil productif et du secteur privé argentin, elle n'avait guère le choix. Or le pays n'avait plus accès aux marchés internationaux à la suite du conflit avec les « fonds vautours » étasuniens. Ces fonds avaient racheté à vil prix la dette annulée en 2001 et en réclamaient le remboursement au pair.

Buenos Aires refusait, mais la justice étasunienne avait donné raison aux fonds et interdisait à toute institution des États-Unis de recevoir de l'argent de l'Argentine avant le paiement de la dette aux fonds. Ce qui signifiait une fermeture *de facto* du financement en dollars. Cristina Kirchner a toujours refusé de transiger sur ce dossier et le déficit public a donc été financé par de la création monétaire de la Banque centrale de la République argentine (BCRA) et par des émissions de dettes en pesos.

Cette méthode présentait un inconvénient : elle était inflationniste dans un contexte de déficit commercial accru. L'inflation était cependant moins le reflet de la création monétaire elle-même que de l'absence de diversification de l'outil productif, qui empêchait toute progression des exportations et alimentait la croissance des importations.

Mais il convient de noter que, pour autant, la dérive inflationniste, quoique notable, était relativement contrôlée grâce à l'émission par la BCRA de titres en pesos, les LEBAC, qui permettait de maîtriser la masse monétaire. Le gouvernement exerçait également un contrôle des changes sévère. Ainsi, si la hausse des prix a dépassé en 2014 les 20 % en rythme annuel, elle était redescendue aux alentours de 15 % au moment de l'élection présidentielle de 2015.

## La « malédiction argentine »

---

L'inflation élevée était le prix à payer pour contrer une des tendances historiques de l'économie argentine : la fuite des capitaux vers le dollar. Les élites économiques du pays ont toujours préféré placer *offshore* leurs avoirs dans la monnaie étasunienne, par manque de confiance dans l'économie nationale. La première crise de la dette du pays, celle de la Barings en 1890, provenait déjà de ce phénomène.

Dans les années 1870, la conquête brutale du sud du pays sur les Amérindiens avait ouvert des territoires immenses aux grands propriétaires du pays. L'agriculture argentine s'était alors centrée sur l'exportation, notamment de viande de bœuf pour les marchés britanniques et étasuniens. Les recettes de ces ventes étaient cependant investies en dollars plus que dans le développement du pays. Ce dernier était donc laissé à la charge du gouvernement, qui devait pour cela s'endetter en dollars auprès d'investisseurs internationaux (et souvent nationaux).

Comme la fuite des capitaux limitait les recettes fiscales, l'État se retrouvait inévitablement incapable de faire face à ses obligations. Et devait faire faillite.

Pour les investisseurs, le coup était moins rude qu'on ne le pense, car la perte de capital était souvent compensée par l'importance des intérêts versés dans le passé. Au reste, une étude récente reprenant des données depuis 1815 montre très bien que cet arbitrage entre rendement et risque est loin d'être absurde.

Cette tentation permanente de l'épargne en dollars explique en grande partie les ratés de l'histoire argentine : l'impossibilité pour Juan Perón de construire une base industrielle large de 1945 à 1955, comme les ratés du modèle agro-exportateurs des années à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ou encore les échecs du modèle néolibéral des années 1990.

Cette situation est toujours très réelle aujourd'hui : l'épargne en Argentine est faible, mais le montant des avoirs en dollars détenus par des Argentins est estimé entre 75 % et 80 % du PIB, soit jusqu'à 510 milliards de dollars.



Le siège de la Banque centrale argentine, la BCRA. © Reuters

Mais une chose est certaine : dès que l'on libère les mouvements de capitaux, ces derniers s'enfuient et l'Argentine retombe dans l'ornière. Claudio Katz, professeur d'économie à l'université de Buenos Aires, résume ainsi cette permanence du capitalisme argentin dans un entretien au magazine américain *Jacobin* : « À chaque fois que l'Argentine a mis en place les politiques de libre-échange et de marchés dérégulés, le résultat a été le même. »

La faillite de l'État est devenue inéluctable. Celle qui se dessine sera ainsi la neuvième de l'histoire de cet État qui a proclamé son indépendance en 1810.

Entre 1989 et 2001, les politiques néolibérales ont tenté de « fixer » les capitaux par l'ouverture de larges marchés par les privatisations et par une parité fixe du « peso convertible » en 1991 avec le dollar. Mais le schéma était le même : l'État était mis à contribution pour soutenir les revenus du secteur privé tout en étant affaibli.

Dès les premières secousses économiques de la fin des années 1990, l'État s'est retrouvé en difficulté et les pesos se sont convertis à nouveau massivement en dollars. D'où la crise de 2001.

La politique du gouvernement de Cristina Kirchner, sans corriger les erreurs et manques habituels des politiques économiques argentines, prenait en compte cette réalité en réduisant l'accès au dollar. Certes, ses résultats étaient mitigés dans la mesure où l'investissement privé restait limité, mais c'était une politique rationnelle de défense contre toute nouvelle crise.

Et la réalité était bien qu'en 2015, l'Argentine, si elle était menacée d'une croissance

faible, ne l'était pas d'une nouvelle crise financière comme celle d'aujourd'hui. C'est bien le choix de Mauricio Macri, choix inscrit dans ses convictions idéologiques, qui a conduit à la situation actuelle.

### ***La politique de Mauricio Macri***

L'idée de Mauricio Macri était celle que recommandait depuis longtemps le FMI : abandonner le dirigisme pour rétablir les grands équilibres. En libérant le mouvement des capitaux, le gouvernement espérait provoquer une chute du peso qui améliorerait la compétitivité.

Parallèlement, la réduction du déficit public par des baisses de subventions et de dépenses sociales, ainsi que l'arrêt du financement public, mais aussi un environnement pro-business devaient conduire à compenser l'effet inflationniste de la baisse du peso et de la fin du contrôle des prix. Une fois le « bon » niveau de la monnaie atteint, la croissance repartirait grâce aux investissements étrangers et au rapatriement des avoirs argentins en dollars.

Cette politique a été appliquée dès l'arrivée au pouvoir, en décembre 2015, de l'actuel président. Très rapidement, le nouvel exécutif rembourse entièrement les fonds voutours et l'Argentine regagne l'accès au financement international en devises.

Comme le souligne Éric Dor, chef économiste à l'IESEG School of Management, « *au départ, tout s'est à peu près déroulé comme le FMI le pensait* ». Les mesures de Mauricio Macri ont d'abord eu un effet violent sur l'économie, preuve que la politique précédente avait un effet stabilisateur. Le PIB s'est contracté de 2,1 %, sous le coup de l'affaiblissement du pouvoir d'achat des salariés, mais aussi de l'investissement. En 2017, l'économie a rebondi de 2,7 %, mais l'amélioration n'était que de façade.

Devant le mécontentement social et l'explosion de la pauvreté, Mauricio Macri a ralenti la réduction des transferts et la baisse des subventions. C'est que, globalement, l'investissement productif restait faible. Pour preuve, en 2017, les exportations n'ont progressé que de 0,4 %. L'outil productif argentin ne s'était guère élargi. De fait, l'inflation restait alors comprise entre 25 % et 30 %, donc largement supérieure au maximum atteint en 2014 sous l'ère Kirchner.



SOURCE: TRADINGECONOMICS.COM | INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA Y CENSOS (INDEC)

Le taux d'inflation en Argentine. © Trading Economics

Rien que de logique à cela : l'ouverture des marchés de capitaux a conduit à un nouvel exode massif des fonds bloqués par la politique kirchnériste vers le dollar. On a donc peu investi en Argentine dans les moyens de production, et la dépendance commerciale vis-à-vis de l'étranger a persisté, mais cette fois sans un filet de protection tel que le contrôle des prix. Comme toujours, le gouvernement fédéral a dû combler les manques du secteur privé en creusant son déficit. Malgré l'austérité, le déficit public a ainsi atteint 6,7 % du PIB fin 2017.

Et pour financer ce déficit, Mauricio Macri a eu massivement recours à l'endettement en dollars. Suivant toujours la doctrine du FMI, un financement monétaire était désormais prohibé. Profitant de son image très positive, auprès des marchés, de « réformateur », d'entrepreneur et de bon économiste néolibéral, il a fait exploser l'endettement externe du pays en récoltant pas moins de 51 milliards de dollars en 2016 et 2017.

Outre le financement du déficit, le gouvernement a utilisé les emprunts en dollars pour refinancer les dettes en pesos précédentes. Entre 2011 et 2015, le gouvernement de Cristina Kirchner avait emprunté au total 12,5 milliards d'euros en dollars. En deux ans, l'endettement en devises a donc explosé et, compte tenu des intérêts demandés, la dette publique est passée de 52,6 % du PIB en 2015 à 86,2 % fin 2018. Mais cet endettement en dollars avait deux inconvénients majeurs.

Le premier était que, malgré la belle image de Mauricio Macri, les investisseurs ne prêtaient pas à l'Argentine sans de généreux taux qui alourdissaient le coût de la dette dans le budget fédéral. Le second était que la dette argentine était désormais soumise aux variations de la politique monétaire étasunienne.

## L'appel au FMI et la route vers le désastre

Bref : début 2018, alors que la presse internationale prétend que le gouvernement Macri est en train de gagner son pari économique, l'économie argentine est plus fragile que jamais. L'inflation élevée (24,8 % en 2017) continue à peser sur les salaires et la consommation, les exportations sont peu dynamiques, l'investissement productif inexistant et le déficit public désormais financé en dollars reste élevé.

Alors que la sécheresse frappe la pampa argentine début 2018 et réduit la production de soja, une des rares sources de revenus en devises du pays, le resserrement monétaire de la Fed va mettre au jour ses fragilités et déclencher une machine infernale. Plus que pour la bonne mine de Mauricio Macri, les investisseurs internationaux prêtaient à Buenos Aires pour gagner sur les taux. On empruntait en Europe ou aux États-Unis à taux très bas des fonds prêtés à taux élevés à l'Argentine.

Mais à partir de la fin 2016, la Réserve fédérale étasunienne commence à relever ses taux régulièrement. De 0,5 % en décembre 2016, ils passent à 2 % en juin 2018. À ce niveau, l'attractivité de la dette argentine est beaucoup plus faible : les investisseurs préfèrent rapatrier leur argent aux États-Unis.



Des pesos argentins. © Reuters

S'enclenche alors un cercle vicieux propre à ce pays. Ce rapatriement conduit à réduire la demande de pesos, ce qui affaiblit sa valeur et conduit à une hausse des taux.

Naturellement, les opérateurs anticipent alors une hausse de l'inflation et des taux, et se produit un ralentissement économique déjà inévitable en raison de la mauvaise récolte de soja. Les ventes de pesos s'accroissent et s'autoalimentent. Le réflexe du dollar reprend le dessus.

C'est pour cette raison que ce phénomène commun à tous les pays émergents accusant un déficit courant (un déficit d'épargne) va prendre en Argentine un tournant brutal. Entre avril et mai 2018, le peso perd 25 % de sa valeur et le dollar passe de 20 à 25 pesos.

Brutalement, l'accès des marchés financiers se ferme pour Buenos Aires, sauf à accepter des taux prohibitifs. Rien ne semble pouvoir être fait pour stopper l'hémorragie de capitaux. La BCRA monte en vain son taux de base de 26,25 % à 40 % en avril 2018...

À ce moment, Mauricio Macri, refusant de revenir aux pratiques kirchnéristes du contrôle des changes et des capitaux, et refusant toute restructuration de la dette, se tourne vers le FMI. L'institution de Washington sort de la crise grecque, où sa responsabilité a été montrée du doigt. Elle prétend faire amende honorable et désormais promouvoir des programmes plus équilibrés, prenant en compte les aspects sociaux. Le 7 juin, un accord est signé qui prévoit une aide de 50 milliards de dollars.

Mais dans les faits, que propose l'institution alors dirigée par Christine Lagarde, future présidente de la Banque centrale européenne (BCE) ? Ce prêt est conditionné à un programme fondé sur l'approfondissement des politiques de dérégulation réalisées par Mauricio Macri depuis 2015 : baisse des subventions, libéralisation du marché intérieur, réduction rapide du déficit public.

Ce programme, élargi à 57 milliards de dollars, soit le plus élevé de l'histoire du Fonds, est un échec absolu et retentissant. La libéralisation a conduit à augmenter l'inflation et donc à accélérer encore la fuite des capitaux. En septembre 2018, le peso s'est encore effondré de près de 50 % en quelques semaines, atteignant 40 pesos pour un dollar. La BCRA doit encore relever son taux à 60 %. De tels taux étranglent la distribution de crédits et rendent inévitable une récession qui, elle-même, entretient la fuite des capitaux.

Au premier trimestre 2019, le PIB argentin a enregistré son quatrième trimestre de contraction et se situe à 5,8 % sous son niveau du premier trimestre 2018.



Le cours du dollar en pesos argentins. © DR

À cela s'ajoute le fait, signalé par Éric Dor, que la maturité des prêts du FMI est beaucoup trop courte. Le Fonds a ici répété les erreurs commises en Grèce. Ces prêts visent à rétablir rapidement la confiance et donc les flux de capitaux entrants.

« Il est clair que ce principe est inadapté à la situation d'un pays aux prises avec des problèmes structurels complexes et dont la crédibilité est très fragile », explique l'économiste. Surtout lorsque les politiques exigées aggravent encore la situation. Dès lors, rembourser les prêts du FMI devient vite un cauchemar pour le gouvernement argentin. En 2022 et 2023, il faudra trouver près de 40 milliards de dollars. Cela paraît impossible et contribue à renforcer la défiance vis-à-vis des marchés.

Dans un tel contexte, Mauricio Macri représentait le dernier espoir des détenteurs de capitaux argentins. Son dévouement à l'ouverture de l'économie, son appel au FMI et sa politique de réformes représentaient un gage de sécurité jusqu'en août dernier. En cas d'aggravation de la crise, il préférerait *in fine* l'austérité la plus sévère à une mesure répressive contre les profits et les capitaux.

Mais la victoire du duo péroniste kirchnérien aux primaires obligatoires du 11 août ont agité le spectre d'un retour à une politique de répression financière. Dès lors, le réflexe a été de changer ce qu'il restait de pesos en dollars. D'où un nouvel effondrement de la monnaie argentine, jusqu'à 60 pesos pour un dollar, auquel la BCRA a répondu en relevant ses taux le 2 septembre à 85 % !

La seule façon de briser le cercle vicieux enclenché en avril 2018 était le contrôle des changes. Ce qu'a donc décidé Mauricio Macri, sans doute désormais beaucoup trop tard car l'Argentine, à la différence de 2015, se retrouve non seulement avec ce contrôle, mais avec en plus une dette en dollars et un programme du FMI. Une situation dont il sera réellement impossible de sortir sans une nouvelle restructuration de la dette.

Désormais, l'attachement des marchés financiers et de la presse internationale à la figure protectrice de Mauricio Macri a quelque chose du fétichisme désespéré. Le gouvernement de la droite néolibérale argentine semble perdu. Il doit se résoudre à recourir à des méthodes officiellement honnies mais seules dans le contexte argentin à pouvoir stopper l'aggravation de la crise. Il se pourrait toutefois que la crise soit déjà hors de contrôle et prenne des allures proches de celle de 2001.

Comme le souligne Claudio Katz, « *la crise est le produit d'une politique néolibérale extrême* » qui semble bien peu adaptée à la situation argentine. Car s'il est juste de pointer que l'économie argentine était en difficulté en 2015, avec un double déficit des comptes courants et des comptes publics, le pays était alors à l'abri d'une crise comme celle qu'il vit aujourd'hui. Il n'était certainement pas écrit que ce double déficit conduirait à une crise de cette ampleur.

C'est bien l'application des méthodes préconisées par le FMI de Christine Lagarde qui a conduit au désastre actuel.



Mauricio Macri. © Reuters

Aurait-il été évité, comme le suggérait le *Financial Times* du 2 septembre, par une action plus forte et plus rapide ? C'est en réalité une réponse standard en cas d'échec des politiques néolibérales : il fallait plus et plus vite.

En réalité, si Mauricio Macri a opté pour un certain « gradualisme » (très mesuré) entre 2016 et 2017, c'est parce que les mesures qu'il prenait étaient déjà socialement très violentes et poussaient la société argentine aux limites de ce qu'elle pouvait tolérer. Ses politiques ont d'ores et déjà fait grimper le taux de pauvreté de 25 % à 33 %.

Là encore, Claudio Katz semble résumer parfaitement la situation : « *On peut parler de mauvaise gestion mais dans ce cas, cette mauvaise gestion ne signifie que faire ce qu'on peut dans un cadre de choix très étroit.* » Vouloir sauver la théorie en sacrifiant Mauricio Macri ou sauver les deux apparaît donc aujourd'hui comme particulièrement pathétique au regard de l'histoire argentine et des erreurs commises.

À présent, quel qu'il soit, le prochain gouvernement semble pris au piège par les entêtements de Mauricio Macri et du FMI depuis quatre ans. Une neuvième faillite de grande ampleur, dépassant le seul allongement unilatéral des maturités pour la dette à court terme paraît inévitable. L'enjeu de la prochaine décennie en Argentine sera de savoir quoi faire de cette faillite.

En finira-t-on avec cette « malédiction » des fuites de capitaux par la constitution d'une vraie structure productive, et la construction d'une société plus juste et égalitaire ?

Restera une question, cependant : comment Christine Lagarde, qui a répété en Argentine les erreurs de la Grèce, a-t-elle pu en être récompensée en prenant la direction de la BCE par la grâce du président français Emmanuel Macron ?

## Mots-clés

---

## Derniers articles

---

## Du même auteur

---

## Multimédias

---

- WEBDOC [«El Aguante», chez les ouvriers-patrons argentins](#) Par Images En Bibliothèques & Mediapart
- PORTFOLIO [Argentine: soja transgénique voisine avec maladies](#) Par Jean-Jérôme Destouches/Hans Lucas Studio
- PODCAST [Grèce: qui sont les ministres du gouvernement Tsipras](#) Par Amélie Poinssot

## Dans le club

---

[L'Argentine adopte une loi pour la récupération d'entreprise](#) 8 juin 2011 Par [Baptiste Bloch](#)